
REVUE SPÉCIFICITÉS

La revue des terrains sensibles



Enfants en habitat/ situation précaire et éducation

La revue Spécificités s'associe au Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation (CDERE) afin de consacrer un dossier thématique à la précarité des enfants et des jeunes, en particulier du point de vue des questions liées à l'éducation.



Produire de la connaissance sur la précarité est une opération complexe à plus d'un titre. C'est d'abord la « volatilité » des connaissances sur la précarité qui peut poser problème. Les résultats de recherches portant sur les mêmes objets peuvent en effet fortement varier en fonction des démarches mobilisées pour analyser la précarité (Stewart, F., Saith, R. and Harriss-White, B, 2007). Il convient d'également mentionner l'application

des connaissances produites sur la précarité dont la mise en œuvre est particulièrement ardue (Hjorth, Peder 2003). L'étude de la précarité mobilise par ailleurs une dialectique propre qui appelle à la conciliation d'approches globales, multidimensionnelles et d'éclairages particuliers.

Cet appel à articles, qui vise à favoriser un échange entre des perspectives scientifiques et professionnelles, propose d'analyser l'enfance et la jeunesse précaire sous l'angle particulier de l'habitat. Cette perspective, qui fait l'objet d'une dense littérature pour les enfants et les jeunes vivant dans les pays du Sud (enfants de et dans la rue, enfants des bidonvilles, enfants sans-abris), mérite un éclairage particulier dans le contexte français et européen. En effet, non seulement le nombre de personnes privées de logement personnel est très élevé en France et celui des personnes mal-logées ou fragilisées par rapport au logement beaucoup plus important encore, mais les sollicitations des familles avec enfants pour un hébergement d'urgence sont en forte croissance et la précarité des enfants s'intensifie (FAP, FNARS, enquête ENFAMS), avec des conséquences graves en termes de difficultés émotionnelles, comportementales, alimentaires et sanitaires.

Approcher la thématique de l'accès à l'éducation en fonction de la précarité de l'habitat permet d'aborder des problématiques sociales complexes. Peut-on penser le fonctionnement de l'école sans tenir compte des conditions de vie de ceux qui la fréquentent ? Les analyses fondées sur les dimensions territoriales, socio-professionnelles ou ethniques sont-elles suffisantes pour comprendre les stratégies et les difficultés face aux attentes de l'institution des familles confrontées à l'absence d'un vrai logement ? Que signifie l'éducation pour ceux qui vivent en marge et dans l'urgence ? Les politiques et les démarches éducatives sont-elles en mesure d'assurer les conditions de la réussite scolaire en habitat inadapté, ou une stabilisation du logement est-elle un préalable incontournable ?

Les articles proposés pour ce dossier pourront ainsi aborder divers aspects.

Dimensions scolaires

Les contributions pourront aussi bien traiter de l'accès à l'école, de l'offre et de la demande scolaire, des apprentissages, du décrochage et du rattrapage, de l'orientation, de la pédagogie, de l'accès au marché du travail, des parcours et trajectoires scolaires, des relations entre école et familles, des relations entre l'école et le territoire.

Si c'est principalement la ségrégation résidentielle plus que l'école elle-même qui explique mécaniquement la ségrégation sociale et ethnique au sein des établissements scolaires, et si l'organisation scolaire, la sectorisation et les dérogations formulées par les parents et acceptées par l'institution scolaire portent une partie de responsabilité, quels sont les effets de la concentration des personnes en habitat précaire ou en errance sur les dispositifs et sur la gestion des établissements ? Sur le traitement des élèves qui sont catégorisés comme précaires, ou ethnicisés au sein de ces établissements ? Avec quelles conséquences sur l'accès aux activités périscolaires des enfants sans vrai logement, ou sur l'adaptation des pratiques pédagogiques face à l'impossibilité matérielle et sociale d'une poursuite des démarches éducatives hors de l'école ?

Les acteurs institutionnels et les stratégies des familles

Le point de vue des professionnels et des chercheurs peut apporter un éclairage complémentaire sur la place de l'enfant en situation précaire dans les dispositifs, sur les pédagogies adaptées à la grande pauvreté, sur les problématiques des enfants à la rue, sur les modalités d'accompagnement et d'intervention des médecins, assistants sociaux et psychologues scolaires dans un contexte de moyens de plus en plus contraints, sur la fonction possible de dispositifs innovants comme la médiation scolaire ou d'autres « passeurs d'école » institutionnels, militants et associatifs (antennes scolaires mobiles, maraudes, parrainages, etc.).

Est-on du côté de l'aide sociale ou du droit commun ? Un accompagnement limité à la dimension scolaire a-t-il un sens ? Quels objectifs s'assignent concrètement les professionnels : réussite scolaire de l'enfant, maintien à l'école, non-délinquance ? Nos institutions sont-elles réellement capables d'une approche globale dépassant les cloisonnements politiques traditionnels ?

En l'absence des caractéristiques d'un « vrai » logement (FEANTSA : espace physique suffisant, espace social favorisant l'accès aux services publics et la vie familiale et professionnelle, espace sécurisé et pérenne), il paraît intéressant de mieux comprendre les stratégies familiales articulant gestion de l'urgence, recherche d'une stabilisation résidentielle, et parcours scolaire. Faut-il repenser les interventions et l'accompagnement en fonction de ces stratégies familiales - et du moindre intérêt pour l'institution scolaire qui peut éventuellement les accompagner ?

Les textes proposés dans cette thématique pourront notamment s'intéresser aux stratégies scolaires (qu'elles soient effectives, empêchées, souhaitées) mises en place par ces familles, dans l'accompagnement de la scolarité, dans la gestion des devoirs à la maison, etc.

Les politiques d'inclusion, citoyenneté

Dans le cas de publics en conditions de logement très précaires, les politiques scolaires, nationales et locales (municipalités, circonscriptions), sont fortement affectées par d'autres politiques publiques : la domiciliation, les expulsions des bidonvilles, le déni de citoyenneté à l'encontre des enfants en habitat précaire (rue, squat, hôtel social, bidonville...). On peut rappeler qu'en moyenne, les familles sans logement changent 2,7 fois de commune de résidence chaque année et 1,7 fois de département de résidence. Dans ce contexte, l'école est souvent le seul lieu d'attache, la porte d'entrée dans la citoyenneté.

Dans le cadre des débats actuels sur la géographie de l'inclusion/exclusion et autres zones rurales/périurbaines/urbaines, intégrées ou non à la mondialisation, quel rôle joue l'exclusion/l'inclusion par l'école des enfants et des adolescents en situation très précaire ?

La précarité du logement au quotidien

Une vaste littérature traite des frontières symboliques et des frontières sociales qui peuvent fonder et légitimer l'exclusion sociale. Les éclairages prenant en compte le quotidien de la précarité au prisme des conditions d'habitat (foyer, hôtel social, squat, bidonville, rue, logement indigne, « marchands de sommeil », etc.) sont beaucoup plus rares. Ces formes d'habitat, souvent provisoires, souvent inadaptées, et tout aussi souvent incontournables, donnent lieu à des modes de gestion très variés, avec de degrés de contrainte ou d'ouverture sur l'extérieur très différents, et sont liées à des réseaux de sociabilité eux-mêmes complexes et mal connus. Les contributions pourront porter notamment sur la place de l'école dans le cadre de modes de vie instables, informels, gouvernés par l'urgence, sur le territoire vécu de l'habitant du squat, du

bidonville, sur l'école de la rue et dans la rue, sur la conciliation école/urgence économique, sur la situation des réfugiés et des mineurs étrangers non accompagnés, sur les approches possibles face aux jeunes « inéducables », etc.

La parole des personnes concernées (récits de vie, témoignages, trajectoires, confrontation de points de vue) sera bien entendu la bienvenue.

Sont également attendus des regards pluriels sur ces questions : de chercheurs, de professionnel-le-s, de citoyens. Ces questions peuvent être saisies par des approches multiples : géographiques, sociologiques, historiques, psychologiques, pédagogiques, médicales...

Conditions de soumission

La revue s'adresse aux chercheurs, aux étudiants, aux professionnels. Ceux-ci ont naturellement vocation à y contribuer. Il existe deux types d'articles :

Les articles de chercheurs. Ces articles sont expertisés par deux enseignants chercheurs : l'un de l'équipe l'autre extérieur à l'équipe.

Les articles d'étudiants et de professionnels. Ces articles sont expertisés par le comité de rédaction de la revue, qui peut engager un travail d'accompagnement rédactionnel à la demande des auteurs.

Les propositions (30000 signes environ) devront être remises avant le 15/10/2017. Elles devront respecter les normes de présentation de la revue disponibles dans le document attaché en pièce jointe.

Les propositions doivent être adressées au coordonnateur du numéro 11 de la revue :

Olivier Brito

olivierbrito@gmail.com

Présentation de la revue Spécificités

Publiée aux Éditions Champ Social et diffusée sur Cairn, la revue Spécificités rassemble des articles sur d'une part, sur les institutions et dispositifs d'intervention sociale, éducative, scolaire et pédagogique en « terrains sensibles », sur les phénomènes de crise et en particulier de violence qui s'y jouent ; d'autre part, sur les essais de résolution de ces crises par les innovations et les expérimentations que conduisent les acteurs vivant et travaillant dans ces terrains. Les articles s'intéressent aux recompositions actuelles qui interrogent les clivages institués entre éducation formelle et informelle, entre scolaire et éducatif, entre centre et périphérie, entre urbain et social.